

*Questions orales*

**Mme le Président:** Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

• (1415)

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LE REMPLACEMENT DU PROGRAMME PAR DES POLITIQUES PROPICES À LA CRÉATION D'EMPLOIS

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, dont le programme énergétique national est directement responsable de la faillite du secteur gazier et pétrolier conventionnel au Canada. Trois cents installations de forage d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars ont été transportées aux États-Unis, ce qui a causé la perte de dizaines de milliers d'emplois au Canada. L'abandon du méga-projet d'Alsands signifie que 50,000 autres ouvriers des secteurs de la construction et de la fabrication n'ont pas d'emplois à cause du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et de son programme énergétique national.

Quand le ministre entend-il abandonner ce programme qui constitue une honte nationale, un désastre national et qui n'est rien d'autre qu'un moyen pour ce gouvernement d'imposer des taxes excessives? Quand ce programme, qui prive les Canadiens de leur droit au travail, sera-t-il remplacé par des politiques propices à la création d'emploi?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, je désire souligner au député qu'à l'heure actuelle le secteur gazier et pétrolier est régi par des ententes avec les trois provinces productrices, l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique et que ces ententes ont été bien accueillies par les gouvernements de ces provinces.

Pour ce qui est du stimulant nécessaire à ce secteur, depuis qu'une entente a été conclue, les gouvernements canadien et albertain en particulier ont accordé d'autres avantages aux entreprises. Ainsi, le gouvernement de l'Alberta a annoncé une réduction des redevances de plus d'un milliard de dollars cette année, ce qui fera autant d'argent de plus pour le secteur pétrolier et gazier. Selon les analystes, le nombre de forages au Canada cette année sera supérieur à celui de l'année dernière et les entreprises du secteur gazier et pétrolier seront très actives l'hiver prochain.

En ce qui a trait aux installations de forage qui se retrouvent aux États-Unis, je voudrais rappeler au député que bon nombre de ces dernières ne sont pas utilisées à l'heure actuelle et que certaines d'entre elles devraient nous revenir.

**M. Jarvis:** Madame le Président, le ministre sait pertinemment qu'en mars 1980 il aurait pu conclure une entente qui

aurait permis la réalisation des projets Alsands et Cold-Lake. Ainsi, ces derniers seraient déjà bien avancés et donneraient de l'emploi à 100,000 Canadiens. Au lieu de cela, nous avons 100,000 chômeurs de plus. Cela fait toute la différence.

### L'AVENIR DU MÉGA-PROJET DE COLD LAKE (ALBERTA)

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, le projet Alsands est mort. Celui du gazoduc de l'Alaska piétine. L'activité concernant le gaz et les sources conventionnelles de pétrole s'est déplacée aux États-Unis. Le seul projet énergétique d'envergure que le ministre croit pouvoir ressusciter est le méga-projet d'Imperial Oil à Cold Lake. Quelle garantie à toute épreuve le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut-il donner aux Canadiens que le projet survivra, ainsi que les 50,000 emplois directs qu'il doit créer?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, je voudrais rappeler au député que si un accord était possible en mars 1980 comme il le dit, cet accord était aussi possible en février ou en janvier 1980, ou n'importe quand au cours de l'année 1979 où le gouvernement tory dont il faisait partie était au pouvoir. S'il a dit vrai, qu'est-ce que son gouvernement et lui ont fait quand ils étaient au pouvoir? Ce gouvernement a eu neuf longs mois pour conclure une entente. Il n'en a pas conclu, et je soupçonne qu'il y a une bonne raison pour laquelle il ne pouvait pas arriver à une entente à ce moment-là.

Pour ce qui est de l'autre question, à propos de Cold Lake, il appartient à Imperial Oil d'en décider. Le gouvernement de l'Alberta et le gouvernement du Canada, ont fait ensemble une offre que l'on a qualifiée de très généreuse. Si Imperial Oil a des projets pour Cold Lake, ses dirigeants entreront sûrement en contact avec nous. D'ici là, nous allons poursuivre d'autres activités dans le domaine énergétique.

**M. Jarvis:** Si le précédent gouvernement exerçait encore le pouvoir, madame le Président, 100,000 Canadiens travailleraient à ces deux projets, et le ministre le sait. Ce n'est pas mon parti qui a fait échouer ces méga-projets, mais bien le parti de crétiens qui constitue actuellement le gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

• (1420)

### ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, le gouvernement, le premier ministre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre des Finances nous répètent depuis des mois que l'économie de notre pays est à la merci de la conjoncture internationale. Pourtant, grâce au secteur de l'énergie, le Canada occupe une place unique au sein des pays industrialisés. Le gouvernement devait mettre ce secteur pleinement à contribution; mais en faisant échouer les méga-projets et en créant le chaos dans la prospection pétrolière et gazière conventionnelle, il a anéanti 200,000 emplois. Le ministre pourrait-il nous dire si, compte tenu des résultats qu'il a obtenus, il n'estime pas le moment venu de démissionner?